

COMMUNIQUE DE PRESSE

4 mai 2012

Gérer un hôpital comme une entreprise ? Arrêtons cette dérive !

La Fédération du personnel de l'État est pleinement solidaire de ses collègues employés dans les soins, qui sont soumis à une pression de plus en plus insoutenable. Elle veut dénoncer cette aberration qui consiste à imposer la logique entrepreneuriale au Service public. Elle trouve également urgent de revoir la question du financement hospitalier, qui s'avère manifestement insuffisant.

«Nous sommes passés d'un vrai service public à un service public entrepreneurial» a déclaré le nouveau président du Conseil d'administration du HFR. Mais qu'est-ce qu'un «vrai» service public ? C'est d'abord et avant tout un service destiné à répondre aux besoins de la population dans son ensemble et à offrir une qualité de prise en charge identique à tous les citoyens qu'ils soient domiciliés à Fribourg ou à Bellegarde. Or cette mission est sérieusement compromise par les dérives actuelles.

Les limites de la concurrence

Avec cette déclaration, M. Menoud joue les pyromanes. Pas besoin d'en rajouter : tous les milieux concernés savent bien que le nouveau financement hospitalier déstabilise toute la branche et inquiète au plus haut point l'ensemble des acteurs. Cette façon d'opposer public et privé, ce fantasme de vouloir privilégier le second à tout prix en l'investissant de tous les espoirs, sont également dépassés. Les expériences menées à l'étranger, aux États Unis, en Angleterre ou encore en Allemagne, ont montré que la privatisation des hôpitaux détériore la qualité et pénalise les couches de population les moins favorisées, en rendant les presta-

tions de plus en plus inaccessibles. Elle soumet le personnel à une pression démentielle qui, souvent, ne leur permet plus de faire leur travail correctement.

Demander une révision de la loi

De plus en plus d'acteurs demandent une révision du financement hospitalier. Dernièrement les cinq hôpitaux universitaires ont clairement signifié qu'ils ne pourraient pas se contenter du financement prévu. Il est temps que le Conseil d'administration du HFR et le Conseil d'État se joignent au cortège des nombreux acteurs qui demandent au Conseil Fédéral de revoir sa copie. D'ici là, l'ensemble des partenaires de ce canton doivent se concerter pour «limiter la casse» et trouver des solutions permettant de maintenir des soins de qualité et des conditions de travail supportables pour le personnel. Ce n'est un secret pour personne : ces conditions sont déjà aux limites de l'acceptable et l'on ne pourra pas demander aux collaborateurs de consentir à des efforts supplémentaires. L'ensemble du personnel de l'État organisé au sein de la FEDE soutiendra sans réserve le personnel soignant dans ses revendications, pour garantir un système de soins au service de toute la population.